



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Jeudi 22 décembre 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Réunion du Gouvernement: plusieurs secteurs à l'ordre du jour

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a présidé mercredi une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de dossiers relatifs à plusieurs secteurs, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Gouvernement: examen de l'amendement de l'ordonnance relative à la Monnaie et au Crédit

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a présidé mercredi une réunion du Gouvernement durant laquelle l'avant-projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance relative à la Monnaie et au Crédit a été examiné.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

2022 : poursuite de la lutte contre la corruption et fin de l'impunité pour les dilapidateurs de deniers publics

La guerre déclarée à la corruption en Algérie s'est poursuivie en 2022 avec la fin de l'impunité pour les dilapidateurs de deniers publics à la faveur des nombreuses mesures prises pour renforcer le contrôle et redresser la gestion des administrations publiques.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Ouverture prochaine de deux banques algériennes au Sénégal et en Mauritanie

Le Directeur général de la Banque Extérieure d'Algérie (BEA), Lazhar Latreche, a annoncé mercredi à Alger l'ouverture "dans les tout prochains jours" de deux (2) banques algériennes au Sénégal et en Mauritanie.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Gouvernement: une communication sur le développement de l'industrie des engrais présentée

Le Gouvernement a entendu, lors de sa réunion hebdomadaire, présidée mercredi par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, une communication sur les travaux réalisés, en collaboration entre le ministère des Finances, le ministère de l'Energie et des Mines et le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, portant sur l'état de développement de l'industrie des engrais en Algérie ainsi que les conditions de leur commercialisation.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

La BEA signe deux conventions de financement avec le Holding ACS

La Banque extérieure d'Algérie (BEA) a signé mercredi à Alger, deux conventions avec Le Holding Algeria Chemical Specialities (ACS) (Groupe public composé de 30 compagnies).

[Finance islamique : Signature de convention entre la BNA et deux compagnies d'assurances](#)

La Banque nationale d'Algérie (BNA) a signé, mardi dernier, deux conventions avec les compagnies d'assurances «El-Djazaïr El- Moutahida Family Takaful» et «El-Djazaïr Takaful», portant sur la commercialisation des produits de bancassurance conformes aux préceptes de la charia islamique, a indiqué cette banque publique dans un communiqué.



[Le gouvernement a examiné le projet loi sur la Monnaie et le Crédit](#)

Le Gouvernement a examiné, en deuxième lecture, l'avant-projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n 03-11 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit, présenté par le ministre des Finances,. indique un communiqué des services du Premier ministre



[Après l'aval du ministère des Finances: 700 millions DA débloqués pour aménager le site de «Batimate Taliane»](#)

Intervenant lors des travaux de la 4e session ordinaire de l'APW, le wali d'Oran, M. Saïd Sayoud, a indiqué qu'une enveloppe de 700 millions DA a été débloquée pour l'aménagement d'une assiette de terrain récupérée après la démolition du site d'habitat dit «Batimate Taliane» à Haï Es-Seddikia et le relogement de ses habitants. La décision de débloquer cette manne financière intervient après l'aval accordé par le ministère des Finances. Le wali d'Oran a indiqué que des espaces verts et de détente seront réalisés sur le site.



[Tabbi à propos des lanceurs d'alerte : «Leur anonymat est garanti»](#)

Les députés ont appelé à mettre un terme au marché noir des devises et au durcissement des peines contre les auteurs de ce crime. Au terme du débat sur le projet de loi relatif à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, le ministre de la Justice Abderrachid Tabbi a répondu aux questions des députés.



Marché de l'énergie : La bonne étoile de l'Algérie

Toutes les étoiles sont alignées en sa faveur et son pouvoir de négociation n'a jamais été aussi fort, a déclaré, hier, l'expert pétrolier international Mourad Preure. Le marché de l'énergie du pétrole et du gaz est en pleine ébullition. Il vole de crise en crise depuis le début du conflit armé russo-ukrainien, notamment. Les prix ont connu des envolées exceptionnelles qui leur ont fait atteindre des records.



Marchés gaziers : l'Algérie, « un partenaire fiable, crédible et incontournable »

Près de deux ans après la pandémie du nouveau coronavirus ayant impacté l'économie mondiale tout entière, l'année 2022 aura été pour l'Algérie celle du lancement d'une nouvelle dynamique sur le plan économique.



Banques africaines : l'intelligence artificielle pourrait réduire les coûts de 40 à 60 %

En dépit d'un redressement de leurs bénéfices depuis 2021, les banques africaines peinent à inverser la situation baissière de leur rentabilité apparue bien avant la pandémie du coronavirus en raison notamment d'un ratio coût/revenu très élevé, a relevé un rapport du cabinet de conseil en stratégie McKinsey.



Salaire et pouvoir d'achat en Algérie en 2023 : les prévisions des experts

Plus de 47 % du budget du fonctionnement de l'année 2023 est alloué par l'État à augmenter le salaire dans le cadre d'une nouvelle stratégie de croissance tablant sur l'amélioration du pouvoir d'achat.



Les exportations hors hydrocarbures en hausse : Les experts s'en félicitent

La valeur des exportations hors hydrocarbures a dépassé les 6 milliards de dollars au cours des onze premiers mois de l'année 2022. L'annonce a été faite, lundi dernier à Alger, par le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig. Une performance réalisée dans un contexte économique difficile lié à la pandémie du coronavirus et à un environnement économique international incertain.



BEA : Signature de deux conventions de financement avec le Holding Algeria Chemical Specialities

La Banque extérieure d'Algérie (BEA) a signé, ce mercredi à Alger, deux conventions avec Le Holding Algeria Chemical Specialities (ACS) (Groupe public composé de 30 compagnies).



Finances : Ouverture prochaine de deux banques algériennes au Sénégal et en Mauritanie

Le Directeur général de la Banque Extérieure d'Algérie (BEA), Lazhar Latreche, a annoncé, ce mercredi à Alger l'ouverture « dans les tout prochains jours » de deux (2) banques algériennes au Sénégal et en Mauritanie.



Signature de convention entre la BNA et deux compagnies d'assurances : Commercialisation des produits conformes aux préceptes de la charia islamique

La Banque nationale d'Algérie (BNA) a signé mardi deux conventions avec les compagnies d'assurance «El-Djazair El-Moutahida Family Takaful» et «El-Djazair Takaful», portant sur la commercialisation des produits de bancassurance conformes aux préceptes de la charia islamique, indique cette banque publique dans un communiqué.



BEA-ACS: Signature de deux conventions cadre

La Banque Extérieure d'Algérie (BEA) a signé, ce mercredi, deux conventions cadre avec Holding Algeria Chemical Specialities "ACS", qui est un groupe composé de 30 entreprises, portant sur le traitement de toute réserve et/ou rejet des dossiers ayant trait aux diverses opérations bancaires.



L'Algérie occupe la première place mondialement, dans le classement du Global Entrepreneurship Network (GEN).

Le classement est basé sur le nombre d'activités et d'événements organisés dans le domaine de l'entrepreneuriat enregistrées au cours de l'année 2022, dans le domaine de l'entrepreneuriat, notamment durant la semaine de novembre de l'année en cours, avec 2187 activités.



DÉBAT À L'APN SUR LE PROJET DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME : Le marché informel de la devise en filigrane

Les débats sur le projet de loi sur la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, présenté par le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, devant les députés de l'Assemblée populaire nationale, se sont poursuivis, hier, en séance plénière. Le ministre devrait par la suite répondre aux questions des représentants du peuple à la chambre basse du Parlement.



Perspectives économiques en 2023 Année d'une véritable croissance selon les experts

Tous les signes suggèrent que 2023 sera une année d'une véritable croissance. Selon l'expert en économie, El Houari Tigharsi, on devrait assister à un véritable bond économique en

Algérie lors des prochaines phases des réformes, grâce à l'exploitation des potentialités nationales existantes et l'attractivité des investissements étrangers.

S'exprimant hier sur les ondes de la chaîne 1 de la Radio algérienne, Dr. Tigharsi a expliqué que l'Algérie accorde une grande attention à l'investissement à travers la promulgation d'un certain nombre de lois, qui permettraient de pallier les diverses difficultés rencontrées par les investisseurs, qu'ils soient algériens ou étrangers, afin de soutenir la production locale. L'économiste a salué les décisions sociales prises par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, notamment celles liées à l'amélioration et à la préservation du pouvoir d'achat du citoyen, et à la suppression de nombreuses taxes et impôts dans la loi de finances 2023.

Il a, toutefois, suggéré la nécessité de procéder à des réformes profondes telles que la réduction du niveau des impôts, une réforme fiscale globale et la révision du système bancaire. D'après Dr. Tigharsi, le montant de 98 milliards de dinars lié au budget 2023 est un montant important, qui se répercutera positivement sur le citoyen algérien, d'autant plus que seulement 10 milliards sont liés à des dépenses imprévues liées à la révision du point indiciaire, à l'allocation chômage et à la pension de retraite.

Pour instaurer de la transparence dans les phases à venir, l'économiste a souligné la nécessité de se doter d'un système numérique pour réduire le chômage et la bureaucratie dans les administrations, notant que ces plateformes numériques offrent une opportunité de communication directe entre les citoyens et les différentes institutions. " L'Algérie est la clé de l'Afrique, car sa situation géographique la qualifie pour être un lien entre l'Afrique et les pays du monde par la proximité des distances ", a-t-il précisé, exprimant son optimisme que 2023 sera une année de véritable croissance, d'autant plus que l'Algérie dispose de grandes potentialités qu'il convient d'exploiter au mieux. Même si les hydrocarbures restent une forte locomotive des revenus du Trésor public - notamment avec la hausse des cours de l'énergie dans le monde -, les marchandises et services produits en Algérie destinés à la vente hors de territoire national, devraient enregistrer une progression significative.

Portées par des réformes économiques ambitieuses en termes de logistique et systèmes bancaire et financier, les exportations algériennes pourraient atteindre à l'avenir un volume très important, selon les prévisions de plusieurs économistes.

Les prochaines années devront confirmer la forte dynamique exportatrice observée cette année dans le secteur. Les exportations algériennes ont, en effet, enregistré une progression en 2022 à 7 milliards de dollars par rapport à l'année précédente 2021 (5 milliards de dollars), selon les prévisions du gouvernement. Dans une allocution prononcée lors de l'ouverture du Forum de l'export organisé par le Conseil du renouveau économique algérien (CREA), le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane a affirmé que le Gouvernement œuvre à augmenter le volume des exportations hors hydrocarbures à 10 milliards de dollars en 2023.

Plafonnement des prix du gaz décidé par l'UE : La colère d'Alger

Consensus européen sur le plafonnement du prix du gaz pour une envolée des cours qui va se répercuter sur les entreprises et les consommateurs. La majorité des pays ont, en effet, approuvé un mécanisme permettant de plafonner les prix de gros du gaz à partir de 180 euros/mégawatts-heure, si cette limite est franchie pendant trois jours consécutifs. Un accord qui a déjà suscité la réaction des producteurs du gaz, à l'instar de l'Algérie qui dit ne pas soutenir cet accord « unilatéral » et de la Russie qui le qualifie d'« inacceptable ».



الحكومة تدرس مشروع القانون المعدل للأمر المتعلق بالنقد و القرض

درست الحكومة، خلال اجتماعها اليوم الأربعاء برئاسة الوزير الأول، السيد أيمن بن عبد الرحمان، المشروع التمهيدي للقانون المعدل للأمر المتعلق بالنقد و القرض، حسب ما جاء في بيان لمصالح الوزير الأول.



بنك الجزائر الخارجي يبرم اتفاقيتي تمويل مع الشركة القابضة الجزائرية للتخصصات الكيماوية

وقع البنك الخارجي الجزائري، اليوم الأربعاء بالجزائر العاصمة، اتفاقيتي تمويل مع الشركة القابضة الجزائرية للتخصصات الكيماوية "أ سي اس" (مجمع عمومي مكون من 30 شركة).



افتتاح بنكين جزائريين بإفريقيا

أعلن المدير العام لبنك الجزائر الخارجي، لزه لطرش، اليوم الأربعاء بالجزائر العاصمة، أنه سيتم "خلال الأيام القليلة المقبلة" افتتاح بنكين جزائريين في كل من السنغال وموريتانيا.



إصلاحات جوهرية في قانون القرض والنقد

درست الحكومة، في قراءة ثانية، مشروعا تمهيديا لقانون يعدل ويتم الأمر رقم 03 - 11 المؤرخ في 26 أوت 2003، والمتعلق بالنقد والقرض، قدمه وزير المالية. المشروع التمهيدي لهذا القانون، حسب بيان اجتماع الحكومة، يندرج في إطار برنامج الإصلاحات الاقتصادية الشاملة الذي سطره رئيس الجمهورية، ينص على إصلاحات جوهرية ترمي إلى إضفاء مزيد من الشفافية والاستقرار في مجال التسيير المالي للبلاد من خلال إدراج أدوات جديدة للسياسة النقدية من أجل تحقيق الأهداف الاقتصادية الكبرى.



2022.. سنة حرب ضد الفساد ومحاسبة ناهبي المال العام

تواصلت سنة 2022 في الجزائر، الحرب المعلنة ضد الفساد ومحاسبة المتورطين في نهب المال العام من خلال التدابير العديدة التي تم إقرارها لتعزيز الرقابة وتقييم تسيير الإدارات والمؤسسات العمومية. في إطار هذا المسعى المتواصل، جدد رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، في مناسبات عدة، التزامه بمحاربة آفة الفساد بكل أشكاله، داعيا كافة الجزائريين، كل من موقعه، إلى مواصلة المعركة.



فتح مكاتب صرف بالولايات الأكثر استقطابا للسياح:تدشين العملية بمطار جانت استعدادا لتوافد الأجانب ليلة رأس السنة

تسارع البنوك العمومية للتقرب من المواطن بشكل أكبر، في إطار تعليمات تلقتها من السلطات العليا في البلاد، لتلعب دورا مهما في استقطاب أموال السوق الموازية التي سبق أن قدرها رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون بـ90 مليار دولار، حيث باشرت إجراءات فتح مكاتب صرف بالمناطق الأكثر استقطابا للسياح، خاصة الأجانب.



كلّ التفاصيل حول شروط الاستفادة من دعم الدولة لترقية الصادرات

وقّع وزير التجارة وترقية الصادرات والمالية، قرارا وزاريا مشتركا، يتضمّن شروط وكيفيات الاستفادة من الدعم المالي الموجه للمصدّرين، في إطار مساهمة الدولة لترقية الصادرات. وينصّ القرار المؤرخ في 8 نوفمبر 2022، والصادر في العدد الأخير من الجريدة الرسمية (العدد 82)، على تحديد قائمة النفقات التي تتكفّل بها الدولة. في إطار الدعم المخصّص للمصدّرين.



الجزائر الأولى عالميا في حركة ريادة الأعمال

وكشفت وزارة اقتصاد المعرفة والمؤسسات الناشئة والمؤسسات المصغرة في بيان لها أن حصول الجزائر على المرتبة الأولى في تصنيف الشبكة العالمية لريادة الأعمال يأتي بناءً على عدد النشاطات والأحداث المنظمة في مجال المقاولاتية وريادة الأعمال المسجلة خلال سنة 2022، خاصة في الأسبوع المقاولاتي في شهر نوفمبر من السنة الجارية، بواقع 2187 نشاط.



خبير دولي: لم يسبق أن كانت الجزائر في موقع قوة مثل اليوم

لم يسبق أن كانت الجزائر في موقع قوة في مفاوضاتها بشأن الطاقة مثلما هي عليه في الوقت الحالي، حسب ما أكده الخبير الدولي مراد برور. وخلال استضافته ببرنامج “ضيف التحرير” للقناة الإذاعية الثالثة، قال برور إن القوة التفاوضية للجزائر في المجال الطاقوي لم تكن بهذه القوة من قبل وهو ما جعل الجميع يصطف إلى جانبها.

اجتماع الحكومة يدرج تعديلات على القانون المتعلق بالنقد والقرض

عملة رقمية ودفع إلكتروني وصيرفة إسلامية بوجه آخر

درس اجتماع الحكومة، أمس، برئاسة الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمان عدة مشاريع قوانين لقطاعات لها صلة بالواقع المعيشي والتنموي للبلاد، خصوصا ما تعلق منها بمواصلة تجسيد الإصلاحات الاقتصادية لرئيس الجمهورية، على غرار قانون النقد والقرض وتهيئة مداخل الطرق والتزويد بالماء الشروب، فضلا عن ملفات تحظى بالأهمية في سياسة الهيئة التنفيذية والتي لها صدى على المستوى الدولي، على غرار الوقاية من الاتجار بالبشر ومكافحته.

الحكومة تدرس التعديلات المقترحة على مشروع قانون النقد والقرض

درست الحكومة في إجتماعها الدوري اليوم برئاسة الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمان مشروعا تمهيدا لقانون النقد والقرض قدّمه وزير المالية. وحسب بيان مصالح الوزارة الاولى درست الحكومة في قراءة ثانية، مشروعا تمهيدا لقانون يعدل ويتّم الأمر رقم 03 - 11 المؤرخ في 26 أوت 2003، والمتعلق بالنقد والقرض، قدّمه وزير المالية.

PROJETS DÉBLOQUÉS ET INCITATIONS ÉCONOMIQUES

Le retour des capitaines d'industrie

● De nombreux projets d'investissement ont été débloqués, des entreprises en difficulté remises à flot : l'efficacité économique est la priorité de la nouvelle stratégie de développement du pays.

Par Omar Berriche

L'économie nationale a payé un lourd tribut aux pratiques de règlements de comptes érigé par l'ancien système de Bouteflika en mode de gouvernance. L'objectif étant d'intimider, faire taire les voix qui lui sont hostiles : des hommes d'affaires, des capitaines d'industrie, des médias qui ont commis le crime de lèse-majesté de ne pas soutenir son programme, qui l'ont combattu, ou affiché des sympathies à l'endroit d'autres personnalités lors des différents scrutins présidentiels. Des groupes privés florissants, cités en exemple, en Algérie et à l'étranger, des success stories, dans divers domaines d'activités, à l'instar de l'entreprise Cevital, se sont vus stopper net dans leur dynamique de développement et réduit à un état quasi végétatif. Leurs projets de diversification et d'extension de leur activité furent gelés au profit de concurrents proches de l'ancien pouvoir, leurs patrons ruinés et livrés à la justice, sur la base de dossiers vides, pour nombre de cas. De la même façon, la presse, du moins les titres qui se sont montrés critiques vis-à-vis des choix politiques, économiques et sociaux de la gouvernance de Bouteflika, qui ont dénoncé son autoritarisme, l'appropriation du pouvoir par les forces extraconstitutionnelles à la suite de la maladie de l'ex-Président jusqu'à sa démission, ont subi toutes sortes de représailles. Harcèlement judiciaire, pression fiscale et parasitaire, interdiction d'accès à la publicité institutionnelle, et autres blocages administratifs... Tout a été entrepris pour pousser à la faillite des entreprises de presse économiquement viable et à l'audience reconnue. Cette politique de la chasse aux sorcières qui a touché des entités économiques, des cadres marginalisés, parce qu'ils n'ont pas fait montre d'assez d'enthousiasme et de zèle, attendus d'eux, pour défendre le système en place, a occasionné des dégâts incommensurables pour l'économie du pays, décourager les investisseurs, les bâtisseurs de l'Algérie. Des entreprises, par milliers, sont poussées à mettre la clé sous le paillason, croulant sous les dettes, pour des raisons, préfabriquées, qui n'ont rien à



PHOTO: DR

voir avec la performance économique et la sanction du marché. Un véritable gâchis ! Relancer les entreprises fermées ou celles en difficulté, qui ont résisté au prix d'immenses sacrifices et qui se trouvent, aujourd'hui, dans un état déstructuré, exige un environnement économique apaisé et affranchi des pesanteurs du passé.

DE NOMBREUX PROJETS DÉBLOQUÉS

Le patriotisme économique vanté par tous les pouvoirs qui se sont succédé n'a pas dépassé le stade des discours, des incantations politiques. Il est heureux aujourd'hui de constater que les engagements de l'Etat se traduisent concrètement sur le terrain, et mieux encore, que des délais sont rigoureusement fixés pour leur mise en œuvre. Si le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a inscrit au titre de ses priorités le déblocage des nombreux projets en souffrance hérités de la gestion passée, c'est que le mal est profond et le préjudice occasionné au pays lourd, en termes de perspectives écono-

miques ratées, de confiance rompue entre l'Etat et le monde des affaires, sans compter le mauvais signal lancé aux investisseurs étrangers. Le médiateur de la République et ses représentants au niveau des wilayas ont réussi, en un court laps de temps, la gageure de lever les entraves bureaucratiques de toutes natures : d'accès au foncier industriel, de financement, de formalisation du dossier d'investissement, qui ont empêché des milliers de projets de voir le jour. Le dernier bilan de l'ancien médiateur de la République, Brahim Merad, devenu ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, faisait état de 802 projets d'investissement débloqués, dont 605 projets sont entrés en production, sur un total de 915 dossiers. L'opération a permis la réintégration de 34 000 travailleurs à leur poste. Pour sa part, le ministre de l'Industrie avait annoncé, lors d'une visite dans la wilaya de Tipasa, que 15 entreprises publiques à l'arrêt, sur 51 groupes industriels reprendront leurs activités avant la fin de l'année. Des plans de sauvetage d'entreprises

en difficulté sont élaborés et doivent être soumis devant le Conseil de participation de l'Etat, avait annoncé le ministre, citant notamment le groupe TonicEmballage, l'Unité de construction et de maintenance navale (Ecorep) de Bouharoun, l'Entreprise de détergents de Sour El Ghoulane, à Bouira, du Complexe des pâtes alimentaires de Bouchegouf, à Guelma... Le dossier de la récupération du foncier industriel inexploité, une des revendications récurrentes des investisseurs, semble également bien avancé. Les commissions locales présidées par les walis sont à pied d'œuvre et l'on annonce déjà la reprise en main de quelque 2000 hectares octroyés pour des projets fictifs dont certains sur des terres agricoles. Rien que dans la wilaya de Tipasa, il a été récupéré 107 hectares de foncier industriel. C'est dire le potentiel énorme qui existe et qui ne demande qu'à être exploité. Encore faudrait-il qu'il soit attribué aux véritables investisseurs qui créent de la richesse et non aux spéculateurs, comme cela s'est fait par le passé. Signe de la nouvelle économie politique du pays, aujourd'hui, c'est l'Etat qui propose et démarche les investisseurs potentiels en leur offrant des opportunités de disposer d'assiettes foncières pour lancer des projets ou accueillir des extensions de leurs investissements. C'est ce qu'a fait le président de la République lors de l'inauguration de la Foire de la production nationale devant les responsables du complexe laitier Soummam de Béjaïa auxquels il a exprimé la disponibilité de l'Etat de mobiliser jusqu'à 10 000 hectares dans le sud du pays pour développer l'activité d'élevage de l'entreprise. Le grand mal de l'Algérie, par le passé, vient du mélange des genres entre le pouvoir politique et le champ économique. Dans les démocraties, la sensibilité politique d'un homme d'affaires n'est pas un motif d'excommunication, de bannissement, quelle que soit la majorité politique au pouvoir. L'Algérie qui a besoin de tous ses enfants pour construire le pays, a tout à gagner à rompre avec le règne de l'inquisition, marque de fabrique de la gouvernance passée, pour libérer les initiatives

Omar Berriche

FINANCES ISLAMIQUES

Signature de convention entre la BNA et deux compagnies d'assurance



La Banque nationale d'Algérie (BNA) a signé mardi deux conventions avec les compagnies d'assurance El-Djazaïr El-Moutahida Family Takaful et El-Djazaïr Takaful, portant sur la commercialisation des produits de bancassurance conformes aux préceptes de la charia islamique, indique cette banque publique dans un communiqué. La cérémonie de signature a été présidée par le directeur général de la BNA, Lamine Lebbou, le

directeur général de El Djazaïr El Moutahida Family Takaful, El Kacimi El Hassani, et le PDG de El-Djazaïr Takaful, Ziane Bouziane Mahfoudh, en présence de la cheffe de la division Finance islamique à la BNA, Amina Athamnia, ainsi que de hauts cadres des trois institutions. La convention conclue avec la compagnie El Djazaïr El Moutahida Family Takaful concerne l'assurance des personnes, tandis que celle, signée

d'assurances El Djazaïr Takaful, porte sur l'assurance des biens, précise la même source. «Par cette démarche, la Banque nationale d'Algérie réitère son engagement en faveur du développement de l'activité de la finance islamique et de la diversification de ses produits et services conformes aux préceptes de la charia islamique, dont les produits de bancassurance», souligne le communiqué.

MOURAD PREURE, EXPERT EN ÉNERGIE :

«Le pouvoir de négociation de l'Algérie n'a jamais été aussi fort»

Estimant que le pouvoir de négociation de l'Algérie n'a jamais été aussi fort en matière énergétique, l'expert international en énergie, Mourad Preure, appelle le pays à se redéployer et à profiter des avantages que lui offre le marché pour améliorer sa position concurrentielle, dans une conjoncture marquée par la crise énergétique en Europe.

Karim Aimeur - Alger (Le Soir) - Invité hier mercredi de la Rédaction de la Chaîne 3 de la radio nationale, Mourad Preure a affirmé que l'Algérie a aujourd'hui une opportunité qui ne se présentera jamais pour se redéployer sur le marché international, notamment dans ce contexte de reconfiguration mondiale et de crises économique et énergétique que traverse le monde.

«Toutes les étoiles sont alignées en faveur de l'Algérie et son pouvoir de négociation n'a jamais été aussi fort en matière énergétique», a soutenu l'invité de la Chaîne 3, expliquant que les pays européens notamment, confrontés à une crise sans précédent, ont compris que l'Algérie est un partenaire fiable qui a toujours honoré ses engagements, y compris durant la décennie noire.

En plus de sa place, de plus en plus importante, sur le marché énergétique, l'expert recommande aux dirigeants de saisir cette opportunité en adoptant une «démarche agressive», non pas en tant que simple exportateur, mais en qualité de pays transformateur des produits énergétiques et de terre attractive pour les investissements étrangers, particulièrement européens.

M. Preure, qui a évoqué la «situation exceptionnelle en Europe qui s'est privée du gaz russe après les sanctions contre la Russie dans le sillage de sa guerre contre l'Ukraine», a estimé que la conjoncture est favorable pour le pays, afin d'améliorer sa position.

«Nous avons une Europe en difficulté qui a un besoin pressant en énergie. L'Algérie doit saisir cette occasion et ne doit pas être uniquement un exportateur de la matière première. Il faut qu'elle

soit un acteur énergétique, avec notre potentiel exceptionnel et une compagnie nationale (Sonatrach), en plus de Sonelgaz. Il faut saisir cette occasion pour se redéployer», a-t-il lancé.

Aussi, a-t-il ajouté, les Européens doivent venir investir en Algérie pour développer les capacités du pays qui répondront à leurs besoins, y compris dans le domaine des énergies vertes.

«Plus nous développons les énergies vertes, plus nous libérons une partie du gaz adressé à la demande nationale vers l'exportation. Venir investir avec nous dans la transition énergé-

tique, c'est impliquer les énergéticiens nationaux, les entreprises et les industriels nationaux dans cette transition. C'est-à-dire fabriquer et rentrer dans la chaîne de valeurs», a-t-il dit, estimant que la crise énergétique en Europe durera au minimum trois ans. Pour lui, les Européens doivent venir investir dans le pays en tant que partenaires stratégiques. Il a cité l'exemple de l'Italie qui est un partenaire de marque de l'Algérie dans le domaine du gaz.

Réagissant à la décision européenne de plafonner les prix du gaz russe comme mesure de sanction contre la Russie à cause de la guerre en Ukraine, l'invité de la Chaîne 3 a soutenu que «cette décision est une illusion» et «une grossière plaisanterie», expliquant que la Russie est en train de se tourner vers l'Asie. «La Russie a une capacité de résilience mal estimée», a-t-il expliqué.

K. A.

L'UNION EUROPÉENNE DÉCIDE DE PLAFONNER LE PRIX DU GAZ

Comment l'Algérie a pris les devants

Faisant fi de l'une des sacro-saintes règles qui fondent l'économie de marché, et après plusieurs semaines de négociations au départ mal engagées, les ministres européens de l'Énergie ont fini par adopter un mécanisme dédié au plafonnement du prix du gaz. Ce controversé plafonnement, les Européens entendent le déclencher quand le prix des contrats à un mois dépasse, pendant trois jours d'affilée, les 180 euros par mégawattheure.

Les Occidentaux n'ont pas fini de jouer avec les règles du marché, au risque d'induire un resserrement de l'offre dans le cas d'une limitation des prix du gaz. Attenter aux règles du marché est un pas que les 27 de l'Union européenne ont franchi après plusieurs semaines d'un bras de fer entre les pays partisans d'un plafonnement des prix du gaz et les gouvernements pas franchement convaincus de la façon de faire de leurs amis de l'Union européenne, à l'instar de l'Allemagne qui, par la voix de Robert Habeck, son ministre de l'Économie, a exprimé son scepticisme «quant au fait que le mécanisme de correction du marché par le plafonnement soit la bonne solution».

En quoi consiste cet accord ?

Les discussions entre les membres de l'UE ont été longues, après jusqu'à valoir quelque animosité entre des gouvernements de pays membres jusqu'à ce que, lundi, soit adopté l'accord énonçant qu'à compter du 15 février, les États membres de l'UE s'autorisent à plafonner le prix de gros du gaz à partir de 180 euros/mégawattheure. Initialement, il était prévu par la

Commission européenne de plafonner les contrats mensuels sur le marché de référence européenne TTF dès lors qu'ils dépassaient 275 euros/mégawattheure pendant deux semaines consécutives. Ainsi, le forçage exercé par une majorité des États membres, menés par la France, la Belgique, l'Espagne et l'Italie, a fini par aboutir et dès lors, à compter du 15 février prochain, un prix-limite sera fixé à toutes importations européennes de gaz. Il faut comprendre que si les Européens ont agi ainsi c'est que, si leurs approvisionnements en gaz leur permettent d'affronter dans la quiétude cet hiver, il n'en est pas de même pour l'hiver 2023. L'alarme a été en effet tirée, il y a plusieurs semaines de cela, au sujet de difficultés à remplir les réserves l'année prochaine en raison de la défection des hydrocarbures russes et du retour de la Chine, après les restrictions dues au Covid, et d'autres pays asiatiques sur le marché.

La Commission européenne comme l'Agence internationale de l'énergie (AIE) d'ailleurs prévoient une pénurie de gaz en Europe pouvant atteindre 30 milliards de mètres cubes en 2023.



Pour l'Algérie, les marchés doivent être libres

La décision controversée d'appliquer un plafond au prix du gaz, tordant le cou aux règles du marché, fait grincer des dents non seulement les producteurs, mais également les «marchands» de gaz européens sur le marché de Rotterdam, la plaque tournante du gaz de référence européenne. Parmi les premiers pays à réagir à la manière de faire des 27 de l'UE, l'Algérie. Très courtisée et auteure d'un effort remarquable pour venir au secours de la Vieille Europe, l'Algérie n'est en fait que modérément impactée par le plafonnement des prix eu égard à la nature des contrats qui la lient à ses clients européens. Des contrats de long terme, qui plus est, dont les prix et

les quantités ont été revus à la hausse tout récemment. Impact plutôt limité sur l'Algérie quand on sait également que la compagnie nationale Sonatrach n'est pas connue pour être un fournisseur patenté du marché au comptant, le marché spot. Mais cela n'a pas empêché le ministre algérien de l'Énergie, Mohamed Arkab, de faire savoir que «l'Algérie ne soutient pas l'idée de plafonner les prix» tout en recommandant que «les marchés de l'énergie doivent rester libres», notamment pour une raison très précise : «Pouvoir poursuivre les réalisations et les investissements dans l'amont.» Ceci tout en plaidant pour «des marchés de gaz ouverts, transparents, sans restriction ni discrimination».

Azedine Maktouf

PUBLICATION DES AVANT-PROJETS DE LOI

Care appelle à plus de transparence

Le manque de communication sur les dispositions contenues dans les projets de loi est pointé du doigt par le Cercle d'action et de réflexion pour l'entreprise (Care). Ce dernier estime que le droit à l'information est garanti par la Constitution et doit être respecté, considérant que la prétexte de confidentialité ne pouvait être brandi, à partir du moment où les textes sont déposés au niveau de l'APN.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le Cercle d'action et de réflexion pour l'entreprise (Care) ouvre le débat sur le processus de diffusion des projets de textes de loi, en rappelant que «la Constitution algérienne garantit au citoyen le droit d'accès et d'obtention des informations, documents et statistiques, et leur circulation».

Dans une note d'information, le Care prend pour exemple la manière dont avait été diffusé le projet de loi de finances 2023 qui avait, «circulé sur les réseaux sociaux, à large échelle, alors

même qu'il n'est pas disponible sur les sites des administrations et institutions compétentes. Il est ainsi partagé par certaines personnes ou certaines associations qui, volontairement ou non, excipent ainsi de leur entregent particulier ou de leur proximité avec les cercles de décision au sein de telle ou telle administration».

Le Care estime que «cette manière de diffuser des projets de textes importants pour la vie économique et sociale de notre pays, sous le sceau d'une fausse confidentialité ou autres voies

quasi informelles, n'est pas conforme à l'exigence de transparence de la vie publique que les autorités politiques et économiques au plus haut niveau appellent à tout instant de leurs vœux».

Le Cercle de réflexion considère que, partant du principe que les débats de l'Assemblée populaire nationale sont publics, la notion de confidentialité n'a plus lieu d'être invoquée, estimant qu'il était évident de «souligner que le projet de loi, dès lors qu'il est déposé sur le bureau de l'APN, ne revêt aucune espèce de confidentialité et devient, par conséquent, un document public dont tout citoyen est en droit de prendre connaissance».

Pour le Care, «l'accès à de tels documents ne devrait pas être laissé à des voies aléatoires et gagnerait, de tous points de

vue, à emprunter les canaux les plus officiels. Le passage par la voie officielle permettra par ailleurs de s'assurer que les versions des textes mises en circulation soient contrôlées au préalable et qu'elles soient indemnes de toute manipulation ou réécriture tendancieuse, pouvant potentiellement induire en erreur l'opinion publique nationale».

Le Cercle de réflexion propose, pour éviter cela, que les pouvoirs publics veillent à ce que «tout projet de loi soit accessible librement via les sites web officiels des institutions concernées, à savoir l'APN, le Premier ministre ou le ministère technique directement concerné», estimant que «la modernisation souhaitée par tous de la vie publique dans notre pays passe aussi par ce genre de détail».

N. I.

FINANCES

OUVERTURE PROCHAINE DE DEUX BANQUES ALGÉRIENNES AU SÉNÉGAL ET EN MAURITANIE

Le Directeur général de la Banque Extérieure d'Algérie (BEA), Lazhar Latreche, a annoncé hier l'ouverture «dans les tout prochains jours» de deux banques algériennes au Sénégal et en Mauritanie. Dans une déclaration à la presse en marge de la cérémonie de signature de deux conventions de financement avec le Groupe public «Algeria Chemical Specialities» (ACS), M. Latreche a précisé que toutes les procédures juridiques et administratives ont été achevées pour l'ouverture de ces deux banques, approuvées par les autorités monétaires au Sénégal et en Mauritanie. Ces deux banques seront créées par quatre banques publiques, à savoir la BEA, la Banque nationale d'Algérie (BNA), le Crédit Populaire d'Algérie (CPA) et la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR). Grâce à ces deux nouvelles banques, les opérateurs économiques algériens, privés et publics, pourront profiter des facilitations nécessaires dans le domaine de l'exportation et du change, selon le directeur général. Annonçant, dans le même cadre, l'ouverture prochaine d'une succursale de la BEA en France, il a affirmé que la banque finalisait les dernières retouches pour cette ouverture.

BANQUES- ASSURANCES

La BNA en convention avec deux compagnies

La Banque nationale d'Algérie (BNA) a signé deux conventions avec les compagnies d'assurance «El-Djazair El- Moutahida Family Takaful» portant sur l'assurance des personnes et «El-Djazair Takaful», des biens, indique l'institution bancaire, dans un communiqué. Selon la même source, les deux conventions portent sur la commercialisation des produits de bancassurance conformes aux préceptes de la charia islamique. La cérémonie de signature a été présidée par le directeur général de la BNA, Lamine Lebbou, le directeur général de «El-Djazair El-Moutahida Family Takaful», El-Kacimi El-Hassani, et le P-DG de «El-Djazair Takaful», Ziane Bouziane Mahfoudh, en présence de la cheffe de la division Finance islamique à la BNA, Amina Athamnia, ainsi que de hauts cadres des trois institutions. Par cette démarche, la Banque nationale d'Algérie réitère son engagement en faveur du «développement de l'activité de la finance islamique et de la diversification de ses produits et services conformes aux préceptes de la charia islamique, dont les produits de bancassurance», souligne le communiqué.

L.Zeggane

أكدوا أنها قادرة على تخفيف الضغط على الخزينة العمومية

مهنيون يدعون لاستحداث تعاونية لدعم شعبة الماعز

القبايل، لكن تربية الماعز يمكن أن تكون في كل منطقة في الجزائر، شمالا، جنوبا، شرقا وغربا، عكس أنواع أخرى من الزراعات أو تربية المواشي". من جهتها، قالت الخبيرة المستشارة بالكنفدرالية، البيطرية هدى سميرة جعفري، لـ"الخبر"، بأن "الماعز تمثل في المائة من العدد الإجمالي للمواشي في الجزائر، وتحتل المرتبة الثانية بعد الأغنام"، حيث توجد أربع سلالات محلية معروفة بإنتاج الحليب واللحوم، وهي: القبايلية، المزابية، المقاطية والعربية، وأخرى مستوردة مخصصة للحليب وهي: الالبين والسانين. كما أن المربي يقوم بالتهجين بين السلالة المحلية والمستورد. كما أشارت المتحدثة إلى أن تكلفة تربية الماعز "أقل من تربية الأبقار، وهو ما يجعل من تشجيعها استثمارا مربحا للمربين وكذا للخزينة العمومية".

وشارك في اليوم الدراسي، مهنيون في شعبة الماعز وكذا بياطرة ومختصون، أجمعوا على فائدة الشعبة في تعزيز الأمن الغذائي، خاصة وأن الحليب مادة واسعة الاستهلاك في الجزائر، وأن فاتورة استيرادها بلغت أرقاما خيالية، وبالتالي فإن تربية الماعز، ستكون واحدة من بين الشعب التي ستدعم توفير مادة الحليب، إلى جانب حليب الأبقار وكذا حليب الإبل، مؤكداين على ضرورة دعم الدولة القادر على النهوض بالشعبة والنهوض بالقطاع.

مصطفى . ب

● دعا مهنيون في شعبة الماعز إلى ضرورة استحداث تعاونية خاصة بالشعبة من أجل دفعها والاستثمار في هذا المجال الذي يعتبر مربحا للمربين وكذا يوفر على الخزينة العمومية فاتورة استيراد الحليب.

صرح رئيس كنفدرالية المصنعين والمنتجين الجزائريين، عبد الوهاب زياني، على هامش اليوم الدراسي الذي جمع مهنيين ومختصين في الشعبة بمقر الكنفدرالية في الجزائر العاصمة، لـ"الخبر"، بأنه "يجب تشجيع تربية الماعز، لأنها شعبة قادرة على تعزيز الأمن الغذائي في الجزائر"، مفيدا بأن مساحة أرضية تترك على هكتار واحد التي تربي فيها بقرتان اثنان، يمكن أن تربي فيها 32 معزة، لإنتاج ما مقداره 160 إلى 180 لتر حليب في اليوم الواحد، حيث قال إنه عوض انتظار الباخرة التي تستورد غيرة الحليب، الجزائر قادرة على إنتاج حليب البقر والماعز وحتى الإبل، للخروج من التبعية".

وحسب أرقام المختصين، فقد كانت الجزائر "تتوفر على 3 ملايين رأس ماعز في وقت سابق، وهي ثروة ضاعت"، وما يمكن أن يدفع بالشعبة نحو الأمام، حسب المتحدث، "العودة إلى اعتماد التعاونيات المهنية، واستحداث تعاونيات خاصة بهذه الشعب لحماية سلالة قطيع الماعز، وتشجيع المربين والشباب للدخول في هذه الشعبة".

وحسب المتحدث، فإن أكبر منطقة منتجة في هذه الشعبة هي منطقة



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger